

RUSSIE.

Amnesty International condamne l'assassinat politique de Galina Starovoïtova, militante russe des droits humains

Index AI : EUR 46/40/98

Déclaration publique

Amnesty International est consternée par le meurtre, commis la nuit dernière à Saint-Petersbourg, de Galina Starovoïtova, députée à la Douma et militante renommée des droits humains.

L'Organisation pense que son assassinat est lié à sa dénonciation de la corruption régnant dans les cercles dirigeants et à ses activités en faveur des droits humains.

Deux jours seulement avant sa mort, huit agents du Service fédéral de sécurité (FSB) avaient déclaré, lors d'une conférence de presse à Moscou, que le FSB s'était rendu responsable d'extorsion, d'actes de terrorisme, de prises d'otage et de meurtres commandités.

L'un des agents, le lieutenant-colonel Alexandre Litvinenko, a affirmé qu'il avait reçu l'ordre d'assassiner l'homme d'affaires Boris Berezovski et qu'ayant refusé, il avait fait l'objet de menaces. Il aurait également déclaré que certains hauts fonctionnaires s'étaient servis du FSB à des fins personnelles d'ordre politique ou matériel, pour régler des comptes avec des personnes jugées indésirables, ou pour mener à bien dans l'intérêt de personnes privées, moyennant finance, des activités politiques ou criminelles.

Selon des informations qui nous sont parvenues aujourd'hui, le directeur du FSB, Vladimir Poutine, a déclaré : « je ne possède aucun élément permettant de conclure à un assassinat politique ». Une enquête sur le meurtre aurait été ouverte ce même jour, et confiée au FSB.

Galina Starovoïtova soutenait la cause d'Amnesty International depuis de nombreuses années. L'Organisation la considérait comme l'une des figures de proue du combat en faveur des droits humains et comme la principale personnalité politique féminine de la Russie d'aujourd'hui.

Amnesty International engage les autorités à rendre publiques les résultats de l'enquête sur le meurtre de Galina Starovoïtova et à traduire en justice toute personne reconnue coupable, conformément au droit international.

À la lumière des informations récemment divulguées sur le FSB, l'organisation de défense des droits humains estime que l'enquête sur ce meurtre devrait être confiée à un organisme indépendant relevant de la Prokouratura (services du procureur général) ou du ministère de l'Intérieur. Amnesty International exhorte également le gouvernement de la Fédération russe à agir rapidement pour que la sécurité des défenseurs des droits humains et des détracteurs du système politique soit assurée, en faisant la démonstration que les violations commises à leur encontre ne seront pas tolérées et qu'elles seront sanctionnées, conformément au droit national et aux normes internationales.

Amnesty International tient à exprimer toute sa sympathie à la famille de Galina Starovoïtova.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon la police, un homme et une femme ont surpris vendredi soir Galina Starovoïtova sur le palier de son domicile, dans le centre de Saint-Petersbourg, en compagnie de son assistant parlementaire, Rouslan Linkov. Ils ont tiré sur eux au moyen d'un pistolet et d'un pistolet-mitrailleur. La police russe a précisé que Galina Starovoïtova, touchée à la tête, était décédée immédiatement, tandis que Rouslan Linkov, grièvement blessé à la tête, avait été hospitalisé.

Co-présidente du parti Russie démocratique et ancienne conseillère présidentielle chargée des ethnies et des nationalités, elle était une opposante déclarée des communistes et des nationalistes, majoritaires à la Douma (la Chambre basse du Parlement).

Selon certaines sources, elle avait, quelques jours avant son assassinat, attaqué publiquement l'un des dirigeants nationalistes, le général Makhachov.

Toujours selon certaines informations, elle aurait déclaré, lors d'un entretien accordé le 4 novembre, connaître les sources de financement du groupe communiste de Guennadi Seleznev, président de la Douma. À cette même occasion, elle aurait affirmé avoir été informée d'affaires de corruption liées aux élections locales de Saint-Petersbourg et pouvoir citer le nom d'hommes politiques ayant reçu des pots-de-vin de groupes mafieux. Elle aurait également déclaré que le siège disputé aux élections locales avait été acquis pour 100 000 dollars par un groupe criminel de la ville de Tambov. 1